

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IMA/INV/9/Rev.1

23 mai 1996

(96-1955)

Accord international sur la viande bovine

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA VIANDE

Inventaire des politiques intérieures et des mesures commerciales

Afrique du Sud

Les parties sont convenues de fournir "des renseignements sur leurs politiques intérieures et leurs mesures commerciales dans le secteur bovin, y compris les engagements bilatéraux et plurilatéraux" et de donner "le plus tôt possible, notification de toutes les modifications apportées à ces politiques et mesures qui seraient susceptibles d'affecter le commerce international de la viande bovine et des animaux vivants de l'espèce bovine" (article III:3). Le Secrétariat "établira et tiendra à jour un inventaire de toutes les mesures affectant le commerce de la viande bovine et des animaux vivants, y compris les engagements résultant de négociations bilatérales, plurilatérales ou multilatérales" (article III:4).

Les documents contenant les réponses au questionnaire sur les politiques intérieures et les mesures commerciales sont diffusés sous la cote IMA/INV. Ils seront révisés au fur et à mesure des notifications.

Inventaire des politiques intérieures et des mesures commerciales et renseignements
sur les engagements bilatéraux, plurilatéraux ou multilatéraux

Afrique du Sud

Partie F

Depuis le début des années 80 la politique de commercialisation des produits agricoles s'est profondément modifiée. Compte tenu de l'évolution vers une économie plus libérale et d'une plus grande exposition aux forces du marché dans le reste du monde des changements s'imposaient - en Afrique du Sud comme ailleurs. C'est ainsi que la plupart des offices de contrôle, notamment l'Office de la viande, ont participé à diverses opérations de déréglementation et qu'aujourd'hui les mesures de contrôle et d'intervention draconiennes appartiennent le plus souvent au passé.

Par suite de la tendance vers la libéralisation en matière d'intervention qui se manifeste au niveau international ainsi que d'autres facteurs tels que l'écart croissant entre les prix à la production et à la consommation des produits agricoles et la hausse rapide des prix des produits alimentaires, un certain nombre de rapports ont été élaborés depuis 1992 pour étudier ces facteurs et suggérer des solutions, notamment par l'Office des tarifs douaniers et du commerce, le Comité d'investigation sur la Loi relative à la commercialisation (Kassier Committee) et le Comité d'évaluation de la politique de commercialisation des produits agricoles (AMPEC).

Après établissement de ces rapports, un nouveau Livre blanc sur l'agriculture a été approuvé. Le principe d'un marché plus libre sur lequel les interventions sont limitées est aussi énoncé dans ce document.

Afin de mettre en oeuvre les propositions formulées par les différents comités, les directives figurant dans le nouveau Livre blanc et les principes énoncés dans le Programme de reconstruction et de développement, le Ministre de l'agriculture a établi un groupe de travail chargé de rédiger un nouveau projet de loi en matière de commercialisation. Ce projet de loi favorisera des pratiques plus libérales en matière de commercialisation des produits agricoles.

Le projet de loi a été établi avec pour toile de fond la conjoncture dynamique dans laquelle le secteur agricole s'inscrit actuellement. Il a fallu tenir compte de certains principes énoncés dans la Constitution afin que la nouvelle Loi soit compatible avec celle-ci. La Constitution dispose que toute personne a le droit de s'engager librement dans des activités économiques et de gagner sa vie partout en Afrique du Sud.

En dépit d'une évolution vers un marché plus libre, l'Etat doit intervenir de manière limitée sur le marché et prendre d'autres mesures auxiliaires. La nouvelle Loi, qui est une loi habilitante, prévoit une telle intervention s'il peut être établi que le niveau de soutien et les motifs sont suffisants. Des organismes pouvant mettre en oeuvre et contrôler cette intervention sont également prévus. Le Ministre demeure le gardien de la Loi au plan politique et il est responsable de toutes les mesures prises en vertu de cette loi. Cette Loi est actuellement examinée par les Commissions parlementaires compétentes.

La politique de l'Afrique du Sud en ce qui concerne la viande a également changé par suite de la mise en oeuvre des engagements pris dans le cadre de l'OMC.

En raison d'un climat et d'un environnement généralement défavorables dans la majeure partie du pays, et de la longueur relative des cycles de production, surtout pour la viande bovine, il est

nécessaire que le gouvernement garde le droit d'appliquer des prix planchers, mais il ne l'a pas fait au cours de l'année écoulée.

1. Production

Dans la plupart des régions d'Afrique du Sud la production de viande bovine est généralement partie intégrante de systèmes d'exploitation mixte. Les revenus tirés de cette branche contribuent, dans une large mesure, à assurer la viabilité économique des exploitations et la subsistance de la population rurale.

La viande bovine représente (en 1995) environ 68 pour cent de toutes les viandes rouges produites en Afrique du Sud. En 1995, la production de viande bovine a contribué pour environ 11,4 pour cent à la valeur brute de l'ensemble de la production agricole, et pour environ 68,6 pour cent à celle de la production totale de viande rouge.

L'élevage de bovins se fait surtout sur pâtures naturelles et cultivées, mais actuellement 60 pour cent du total des bêtes abattues est mis sur le marché par l'intermédiaire des parcs d'engraissement.

Les exploitations étant polyvalentes, il est difficile d'estimer raisonnablement le nombre des élevages de bovins. Toutefois, un élevage classique couvre en moyenne 3 800 ha et compte environ 380 têtes.

L'effectif total du cheptel bovin dans le secteur "commercial" est d'environ 8,4 millions de têtes. (On ne possède pas de chiffres précis sur la consommation au lieu de production et sur le secteur semi-commercial.)

L'Afrique du Sud étant d'une manière générale déficitaire pour la viande bovine, la production est avant tout orientée vers le marché intérieur.

En octobre et novembre 1990, les restrictions quantitatives appliquées à l'importation de viande en vertu de l'article 87 de la Loi sur la commercialisation ont été remplacées par des droits de douane. L'Office de la viande n'importe donc plus de viande et toute personne peut en importer, à condition d'acquitter les droits d'importation applicables.

a) Facteurs influant sur l'évolution du secteur de la viande bovine

1. Mesures prises par l'Office de la viande pour stabiliser les prix et promouvoir une commercialisation ordonnée.
2. Conséquences économiques des variations des conditions météorologiques.
3. Coûts de production.
4. Amélioration des techniques et de la gestion.
5. Concurrence d'entreprises agricoles.
6. Incidence sur la demande de l'accroissement démographique (qui est actuellement de 2,15 pour cent par an).

7. Possibilités d'approvisionnement en autres viandes. La production et les importations de poulets à rôti sont très importantes et les consommateurs remplacent la viande rouge par la viande de volaille.
8. Augmentation régulière des revenus conjuguée à une élasticité - revenu de la demande nettement supérieure à un pour les groupes à faible revenu.

b) Politiques et actions des pouvoirs publics

1. Travaux de recherche menés par les institutions gouvernementales et les universités et conseils donnés aux producteurs en ce qui concerne la reproduction des animaux, l'exploitation des pâturages, la lutte contre les maladies et les pratiques générales de gestion.
2. Programmes de lutte contre la sécheresse et les inondations mis en oeuvre par les pouvoirs publics.
3. L'abattage des bovins et la commercialisation de la viande bovine font l'objet de réglementations sanitaires rigoureuses imposées par le gouvernement. En outre, il existe dans les abattoirs agréés un système de classement et des services d'inspection relevant des pouvoirs publics.
4. Les pouvoirs publics participent également à des programmes de prévention et/ou d'éradication des épizooties, tels que le programme de bains parasitocides obligatoires et les mesures préventives contre la propagation de la fièvre aphteuse en provenance des territoires limitrophes.

c) Fonctions de l'Office de la viande

1. Information en matière de gestion

Etablir un service d'information fiable en matière de gestion, répondant aux besoins de tous les utilisateurs et qui soit aussi efficace que possible par rapport au coût grâce à un système approprié de collecte, de traitement, d'évaluation et de distribution des renseignements afin que tous ceux qui sont appelés à jouer un rôle dans le secteur puissent prendre à bon escient des décisions en matière de gestion.

2. Promotion des produits

Etablir un service dynamique de promotion des produits qui soit constamment attentif à l'évolution des conditions de commercialisation afin de promouvoir la consommation de viande rouge.

3. Développement du marché

Développer le marché de la viande rouge à la fois sur le marché officiel et sur le marché parallèle.

4. Service de liaison

Faciliter et promouvoir des communications efficaces entre tous ceux appelés à jouer un rôle dans le secteur.

5. Promotion de la production

Etablir un système efficace de promotion de la production afin de stabiliser et de satisfaire tous les besoins en ce qui concerne la production dans le secteur de la viande rouge en Afrique du Sud.

d) Structure de l'Office de la viande

En raison de l'évolution de l'environnement extérieur et du caractère dynamique de l'Office, les fonctions de celui-ci sont réglementées par le biais d'une stratégie organisationnelle adaptée et mise à jour au moins une fois par an, en fonction de la modification des objectifs et des plans d'action, ce qui a inévitablement pour résultat que la structure administrative de l'Office doit en permanence être mise à jour et adaptée afin de répondre à une demande modifiée ou nouvelle.

e) Taxes perçues en 1995

L'Office de la viande gère, dans le cadre du programme de commercialisation des viandes, un fonds spécial financé par des taxes spéciales payées par les producteurs (en plus des taxes ordinaires servant à couvrir les frais administratifs). Une taxe spéciale est perçue sur tous les animaux abattus et commercialisés en République d'Afrique du Sud. Elle est versée sur un fonds spécial qui sert à financer les services de l'Office de la viande. Pour 1995, cette taxe est prélevée aux taux suivants:

Bovins adultes	-	352c par carcasse
Veaux	-	74c par carcasse
Ovins et caprins	-	34c par carcasse
Porcins	-	334c par carcasse.

f) Rémunération moyenne des producteurs en 1995

Ventes aux enchères - prix moyen de vente aux enchères - 747c/kg.

La rémunération des producteurs correspond au prix de vente aux enchères indiqué ci-dessus, majoré du produit des ventes d'abats et de cuirs et peaux et diminué des frais de commercialisation et de transport. Elle s'est chiffrée à environ 835c/kg en 1995.

2. Prix intérieurs et consommation

- a) L'Office de la viande encourage la consommation de viande par des activités de promotion, dont le coût a été d'environ 20,9 millions de rand en 1995. Dans le passé, l'Office de la viande gérait un système d'écoulement des excédents. En période de production excédentaire, l'Office achetait les carcasses qui ne pouvaient être vendues à des prix supérieurs aux prix minimaux garantis. On examine actuellement cette fonction pour déterminer si elle correspond toujours à ce que souhaite la branche de production.
- b) Les nouveaux venus dans la profession doivent se conformer aux réglementations sanitaires des autorités locales.
- c) En général, les prix de détail (moyenne pour les morceaux et les bêtes entières) sont de 30 pour cent plus élevés que les prix de gros.

d) Facteurs influant sur la consommation intérieure

1. Prix effectifs de la viande bovine et rapport entre ces prix et ceux des viandes ou autres aliments protéiques concurrents.
2. Possibilités d'approvisionnement en viande bovine et en autres viandes. La production et l'importation de poulets à rôtir jouent un rôle important.
3. Variations du revenu disponible des ménages, notamment pour les groupes à faible revenu.
4. Elasticité-revenu de la demande des groupes à faible revenu nettement supérieure à l'unité.
5. Accroissement démographique, actuellement supérieur à 2 pour cent par an.
6. Publicité. Les dépenses de l'Office de la viande pour la promotion de la viande bovine ont été de l'ordre de 5,9 millions de rand en 1993/94.
7. Considérations liées à l'incidence de la viande rouge sur la santé selon le point de vue des consommateurs.

3. Mesures à la frontière

Ligne tarifaire	Désignation du produit	Taux de droit effectivement appliqué
02.01.00.00	VIANDES DES ANIMAUX DE L'ESPECE BOVINE, FRAICHES OU REFRIGEREES	
02.01.10.00	En carcasses ou demi-carcasses	40%
02.01.20.00	Autres morceaux non désossés	40%
02.01.30.00	Désossées	40%
02.02.00.00	VIANDES DES ANIMAUX DE L'ESPECE BOVINE, CONGELEES	
02.02.10.00	En carcasses ou demi-carcasses	40%
02.02.20.00	Autres morceaux non désossés	40%
02.02.30.00	Désossées	40%
02.03.00.00	VIANDES DES ANIMAUX DE L'ESPECE PORCINE, FRAICHES, REFRIGEREES OU CONGELEES	
02.03.10.00	Fraîches ou réfrigérées:	
02.03.11.00	En carcasses ou demi-carcasses	15%
02.03.12.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés	15%

Ligne tarifaire	Désignation du produit	Taux de droit effectivement appliqué
02.03.19.00	Autres:	
02.03.19.10	Côtes	Expt
02.03.19.90	Autres	15%
02.03.20.00	Congelées:	
02.03.21.00	En carcasses ou demi-carcasses	15%
02.03.22.00	Jambons, épaules et leurs morceaux, non désossés	15%
02.03.29.00	Autres:	
02.03.29.10	Côtes	Expt
02.03.29.90	Autres	15%
02.04.00.00	VIANDES DES ANIMAUX DES ESPECES OVINE OU CAPRINE, FRAICHES, REFRIGEREES OU CONGELEES	
02.04.10.00	Carcasses et demi-carcasses d'agneau, fraîches ou réfrigérées	40%
02.04.20.00	Autres viandes des animaux de l'espèce ovine, fraîches ou réfrigérées:	
02.04.21.00	En carcasses ou demi-carcasses	40%
02.04.22.00	En autres morceaux non désossés	40%
02.04.23.00	Désossées	40%
02.04.30.00	Carcasses et demi-carcasses d'agneau, congelées	
02.04.40.00	Autres viandes des animaux de l'espèce ovine, congelées:	
02.04.41.00	En carcasses ou demi-carcasses	40%
02.04.42.00	En autres morceaux non désossés	40%
02.04.43.00	Désossées	40%
02.04.50.00	Viandes des animaux de l'espèce caprine	40%
02.06.00.00	ABATS COMESTIBLES DES ANIMAUX DES ESPECES BOVINE, PORCINE, OVINE, CAPRINE, CHEVALINE, ASINE OU MULASSIERE, FRAIS, REFRIGERES OU CONGELES	
02.06.10.00	De l'espèce bovine, frais ou réfrigérés:	
02.06.10.10	Foies	30%
02.06.10.90	Autres	Expt
02.06.20.00	De l'espèce bovine, congelés:	
02.06.21.00	Langues	Expt
02.06.22.00	Foies	30%

Ligne tarifaire	Désignation du produit	Taux de droit effectivement appliqué
02.06.29.00	Autres	Expt
16.02.50	Viandes de l'espèce bovine en boîte:	
06.02.50.30	Tripes	Expt
16.02.50.40	Autres, déshydratées, présentées en emballages immédiats d'un contenu égal ou supérieur à 5 kg	Expt
16.02.50.90	Autres	40%

- b) L'exportation de viandes de boeuf, de veau et de porc, des abats de bovins, de veaux et de porcs, et de tous les produits carnés obtenus à partir de produits susmentionnés, à l'exclusion de la viande en boîte, est réglementée conformément à l'article 87 de la Loi sur la commercialisation. En vertu de cette loi, l'Office de la viande fixe les quantités globales destinées à l'exportation, qui sont soumises chaque année à l'approbation du ministre. Les exportations peuvent être effectuées par toute personne ayant obtenu un permis délivré à cet effet par l'Office de la viande.
- c) En vertu de la Loi n° 35 de 1984 sur les épizooties, toutes les importations d'animaux et de produits d'origine animale en Afrique du Sud doivent s'effectuer sous couvert d'un permis vétérinaire d'importation délivré par le Directeur de la santé vétérinaire du Département de l'agriculture. Cette loi a pour objet d'assurer la protection de l'Afrique du Sud dans le domaine zoosanitaire.

En vertu de la Loi n° 121 de 1992 sur les abattoirs, toute installation de transformation de viande d'un pays qui désire exporter de la viande à destination de l'Afrique du Sud doit être agréée par le directeur du Service de l'hygiène des viandes de l'Afrique du Sud.

La viande fraîche importée doit être découpée en morceaux anatomiquement reconnaissables, ou avoir été reconstituée par des moyens mécaniques. La condition physique, la température et la teneur bactériologique de la viande sont contrôlées à son arrivée en Afrique du Sud. Les lots de viande non conformes aux normes sud-africaines sont saisis et doivent être renvoyés au pays d'origine ou utilisés pour la fabrication d'aliments pour animaux domestiques sous la surveillance des services ministériels.

La Loi sur les normes relatives aux produits agricoles (Loi n° 1219 de 1990) prévoit l'imposition de taxes d'inspection pour les produits qui doivent être inspectés avant l'exportation. En vertu de l'article 2 de cette loi, l'Office de contrôle des exportations de produits périssables est chargé d'effectuer les inspections au nom de la Direction du contrôle des conditions phytosanitaires et de la qualité. Le produit des taxes d'inspection est versé à l'Office.

- d) Les Etats voisins assurent généralement une forte proportion des importations sud-africaines de viande bovine, sous la forme de quartiers congelés ou réfrigérés et d'animaux sur pied. Les produits importés sont vendus en Afrique du Sud selon les mêmes modalités que la viande bovine produite dans le pays.

Partie G

1. Contenu des accords bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux

- a) L'Afrique du Sud a signé le 19 juin 1990 un accord commercial avec le Malawi, en vertu duquel tous les produits, y compris la viande et les produits carnés, cultivés, produits ou fabriqués au Malawi peuvent être importés en Afrique du Sud en franchise de droits. Certains produits, spécifiés dans l'accord, sont toutefois assujettis à l'obtention d'un permis d'importation délivré par le Département de l'agriculture ou le Département du commerce et de l'industrie. En échange, l'Afrique du Sud peut exporter vers le Malawi tous les produits cultivés, produits ou fabriqués sur son territoire au taux de droit fixé dans le tarif douanier du Malawi. Certains produits spécifiés dans l'accord sont assujettis à l'obtention d'un permis d'importation délivré par le Malawi.
- b) L'Afrique du Sud a signé le 1er décembre 1964 un accord commercial avec la Rhodésie du Sud (Zimbabwe), en vertu duquel les produits originaires de l'un des deux pays ne peuvent être importés par l'autre, sauf sous couvert d'une licence d'importation. L'accord prévoit l'application d'un régime de franchise de droits ou de droits moins élevés pour les importations d'un grand nombre de produits, notamment les bovins, la viande de boeuf, la viande de veau et les autres produits comestibles obtenus à partir des carcasses de bovins, à l'exclusion des extraits, purées et poudres de viande et de la viande en pot et en boîte.
- c) Le premier Accord relatif à l'Union douanière d'Afrique australe a été signé en 1910 après que l'Afrique du Sud soit devenue une union. L'accord actuel conclu avec le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland (pays BLNS) qui est un prolongement de l'accord de 1910 est en vigueur depuis le 1er mars 1970. Tous les produits agricoles cultivés, produits ou fabriqués dans la zone sont soumis aux dispositions prévues dans l'Accord relatif à l'Union douanière d'Afrique australe.

L'accord prévoit que les arrangements en matière de commercialisation existant dans les différentes régions de la zone douanière commune doivent être appliqués de manière équitable aux marchandises similaires produites dans toute autre région et commercialisées dans la région où l'arrangement est en vigueur. L'accord prévoit également des consultations pour les questions touchant à la production et à la consommation des produits agricoles ainsi qu'en ce qui concerne l'amélioration et l'élargissement des modalités de commercialisation.

L'accord est actuellement en cours de révision et on peut espérer qu'un nouvel accord renégocié sera mis au point au cours de 1996.